

La démission des élites

Nos gouvernants cultivent le travers de faire pourrir les choses au lieu de les faire mûrir. En d'autres termes, ils ne capitalisent pas les expériences, faute de les accumuler. Ce faisant, ils croient pouvoir durer en maintenant *ad vitam eternam* le statu. De leur point de vue, la logique est impeccable : pourquoi changer quoi que ce soit si aucun besoin de changement ne s'exprime ? A l'exception des « jacqueries » et autres émeutes qui explosent ici et là contre les coupures de courant, les distributions de logements sociaux jugées inéquitables, l'absence d'écoles ou de routes, le front social paraît plutôt calme.

Pourtant le statu quo est mortel. Or, qui d'autres que les intellectuels peuvent donner forme et cohérence à ce besoin ? Pourquoi sont-ils aphones ?

Leur situation invite à un double exercice :

- à reconsidérer nos grilles de lecture avec ce que cela comporte comme questionnements de fond sur la « boîte à outils » jusqu'à usitée pour saisir la réalité vécue ;
- à initier des convergences théoriques comme tremplin à des compromis futurs pérennes parce que lucides.

L'ordre politique national repose sur un paradoxe : c'est un ordre autoritaire et inégalitaire à caractère prébendier/rentier ; c'est un ordre fortement extraverti.

La conséquence de ce binôme est double : primo, si l'étranger a besoin d'un Etat de droit, la préoccupation démocratique lui semble accessoire ; il a également

besoin d'un Etat fort, peu importe qu'il soit représentatif, comme si l'un pouvait aller sans l'autre ; secundo, il a enfanté une construction politique, syndicale et associative théâtralisée — au sens où l'expression spontanée des forces sociales est éclipsée et contenue au profit d'un jeu de rôles préalablement orchestré.

Si l'on s'accorde sur le premier point — une construction autoritaire et inégalitaire nourrie par la rente — on conviendra aisément que l'exercice du pluralisme politique, syndical et associatif participe d'une régulation par la violence et d'une tradition autoritaire séculaire du pouvoir. La société algérienne se trouve aujourd'hui à mi-parcours d'un ordre agonisant, mais toujours actif, construit sur la violence et d'une vague hybride d'économie de marché (avec les prémices d'une régulation), de capitalisme (où des monopoles privés tendent à supplanter la faillite de l'Etat gestionnaire), de larges secteurs livrés à l'informel, de poches mafieuses et de bazar.

Cette proposition est construite sur une démarche critique et autocritique qui consacre définitivement l'échec des grilles antérieures de lecture : le marxisme pur, la voie non-capitaliste de développement (VNCD), le socialisme spécifique, les réformes.

Dans le prolongement des travaux de Marx sur notre pays (voir *Marx à Alger*, recueil d'écrits essentiellement sur la propriété foncière lors de son séjour pour soins, ou encore *Sur les sociétés précapitalistes* de René

Galissot, paru au CERM), il s'est décliné un moment la proposition tentante de « mode de production asiatique ». Elle était tentante parce qu'elle résulte de l'étude d'une formation organisée autour de la rente et de la monoculture. Elle était cependant inopérante parce qu'elle supposait un état central fort, souvent plus que centenaire.

La voie non capitaliste de développement, d'inspiration diplomatique soviétique, a pour sa part nourri la réflexion et l'action de générations d'intellectuels organiques jusqu'à la chute du Mur de Berlin (on garde en mémoire un bel état des lieux, au demeurant fort prémonitoire de notre ami Abdelmadjid Bouzidi sur cette grille, paru dans la *Revue algérienne* à la fin des années 1970). A défaut de mener à terme leur « révolution nationale et démocratique », les fameux « démocrates révolutionnaires » ont partout enfanté de monstruosités oligarchiques, répressives et corrompues.

Le même sort a été réservé par l'histoire contemporaine au socialisme spécifique, d'essence populiste, conceptualisé par les jeunes dirigeants des Etats postcoloniaux.

L'ultime effort local de conceptualisation a été fourni par l'équipe qui a présidé à la mise en œuvre des réformes dans notre pays, au début des années 1990, avec la mise en exergue de la notion de rente. Elle découle des travaux de Corden et Neary sur « la maladie hollandaise ».

Cet effort est cependant resté inachevé faute d'une identification poussée des filières de la rente et de leur

articulation avec le mode d'exercice du pouvoir.

A vrai dire, une partie de l'explication de la démission des élites est à chercher dans ces échecs successifs à mettre au point une théorie partagée pour saisir la réalité.

Le statu quo qui nourrit le désarroi, la démission ou la fuite des intellectuels est certainement lié à l'absence de repères après l'effondrement des repères intellectuels hérités de la sphère marxiste ou néo-marxiste.

Quelle alternative autre que le néolibéralisme de bas étage (dixit « le socialisme de la mamelle » et autres incongruités) et la « contre-révolution » fondamentaliste ?

Le rapprochement entre les recherches de sociologues/futurologues (Alvin Toffler, Z. Brzezinski et plus récemment Jacques Attali), ouvre une piste intéressante.

Toffler décrit dans *The Third Wave* (La Troisième Vague), paru en 1980, trois types de sociétés et introduit le concept de vagues. Chaque nouvelle vague pousse l'ancienne société et établit la nouvelle. La société de la première vague est celle de la violence.

La société de la deuxième vague est celle de l'argent.

La société de la troisième vague est la société dite post-industrielle (post années 1950) ; elle est caractérisée par l'information, la technologie et la très grande diversité des sous-cultures.

Dans *Revolutionary Wealth*, paru en 2006, Toffler et son épouse cosignent une analyse détaillée de notre société actuelle dans laquelle la clé de la prospérité est la connaissance et non plus l'argent.

Entre-temps, Z. Brzezinski avait déjà fixé l'information et la communication comme moteur et finalité du processus qui organise les sociétés modernes dans *La société technotronique*.

Enfin, Jacques Attali est récemment venu projeter les évolutions attendues de cette société d'ici l'horizon 2050 dans *Une brève histoire de l'avenir*.

Les apports mémoriels des acteurs, les recherches particulières d'historiens contemporains (comme Jacques Frémeaux et Omar Carlier), enfin la possibilité de la mesurer statistiquement donne à la thèse un attrait certain.

Il est, en effet, possible de mesurer aujourd'hui statistiquement le niveau de violence affectant une société grâce à un premier outil : l'indice mondial de la paix (Global Peace Index), élaboré par la Banque mondiale.

Cet indice relègue notre pays au bas de l'échelle du classement des 121 Etats scrutés : il est 107^e, avec un lourd potentiel de violence évalué à 2 503 points. Il est ainsi plus agréable de vivre à Oman (22^e), au Qatar (30^e), en Tunisie (39^e) ou au Koweït (46^e) qu'à Alger.

Le poids de la violence est par ailleurs accessoirement mesuré par l'indice d'échec (Failed State Index) établi par l'agence Fund for Peace — qui évalue par ordre décroissant le degré d'échec des Etats. Selon cette agence, l'Algérie est passée de la position 72 en 2006 à 80 en 2007. Son indice mesure par ordre décroissant le degré d'échec des Etats sur la base, entre autres, de la criminalisation et/ou la délégitimation



Par Ammar Belhimer
ambelhimer@hotmail.com

de l'Etat, le fonctionnement de l'appareil sécuritaire comme un Etat dans un Etat, la détérioration des services publics, l'application ou la suspension arbitraire de la loi, la violation des droits de l'homme, la fragmentation des élites, la distribution inéquitable des richesses, les déplacements internes de population et la migration externe.

Ce n'est pas par coquetterie intellectuelle que la Banque mondiale calcule l'indice mondial de la paix.

C'est probablement dans la paix que se développent les cités et le commerce et l'indice mondial de la paix y affèrent inspire largement les classifications de Doing Business pour apprécier le climat des affaires et inspirer en bout de course les recommandations du FMI.

A. B.

Cette chronique expose les premières propositions méthodologiques de la dernière conférence programmée à la fondation Friedrich Ebert. Les propositions suivantes seront exposées dans notre prochaine chronique.

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com



JE BOIS DU PETIT-LAIT !

Versement d'une partie de leurs salaires aux sinistrés de Ghardaïa. L'option ne fait pas l'unanimité chez les députés.

Pour une fois qu'il n'y a pas unanimité à l'Assemblée !

Et après, ils vont venir nous reprocher de faire dans l'humour et la dérision ! Mais c'est eux qui ont commencé en premier, M'sieur ! Sinon comment interpréter cette abracadabrante information qui vient de tomber sur mon téléscripneur : « Mandaté par le président Bouteflika, Belkhadem a été chargé du dossier des Patriotes. Sa mission consistera essentiellement à rassurer cette catégorie de personnes qui se sont pleinement engagées dans la préservation et la sécurité de l'Algérie. » Ben mince alors ! Je savais Ouyahia animé du désir ardent de réparer l'injustice faite aux Patriotes et aux GLD, sacrifiés sur l'autel infecte et dégoulinant de sang de la réconciliation, mais je ne me serais jamais douté que la mission réparatrice de cette honnêteté serait confiée à Abdelaziz 2. Parce que, très honnêtement, demandant à Belkhadem de rassurer les Patriotes sur leur avenir, c'est comme d'exiger d'un gourmand de passer devant un magnifique gâteau au chocolat sans y toucher, sans mordre dedans. C'est comme d'offrir la dernière Ferrari à un Sétifien tout en lui interdisant de dépasser les 80 km/heure. C'est comme d'attendre d'une hyène

qu'elle dédaigne la chair tendre d'une jeune gazelle blessée et incapable de fuir. Alors, Belkhadem, nommé Monsieur Patriotes, faut-il en pleurer ou en rire ? Une réaction normale voudrait que l'on s'offusque de cette nouvelle trahison à l'idéal républicain et démocratique que symbolisent les Patriotes, n'en déplaise aux kitukistes. Mais tout de suite après, une fois la colère légitime revenue à un seuil tolérable, je vous avoue que j'en ris un peu de cette désignation de l'empastillé pour cette mission particulière. De savoir qu'il est désormais dans l'obligation d'aller voir les Patriotes dans le blanc des yeux, de s'inquiéter de leurs attentes, de veiller à leur honorabilité, ça me dope ! Parce que je sais, au fond, ce que ça lui coûte à Abdelaziz 2 de les avoir devant les mirettes ces Patriotes qui en ont fait tellement baver à ses copains et frères barbus. Je l'entends d'ici déglutir difficilement, la pomme d'Adam en ascenseur, devant un bon bougre moustachu et le regard farouche qui lui narrera combien de tangos il a aidés à passer de vie à trépas. Je la sens d'ici la sueur de Abdelaziz 2 lorsque, contraint de serrer la main aux Patriotes et de leur donner du « Monsieur », il sera dans l'obligation vachement obligatoire de leur assurer qu'il se pliera en quatre pour que leur honneur bafoué soit réhabilité. Rien que pour ça, je rends secrètement grâce au cerveau délicieusement sadique qui a pensé à Belkhadem pour ce genre de missions. Allah yaâtik essaha khouya, qui que tu sois ! Et je fume du thé pour rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.

Publicité

SOVAC
Cahiers de l'Automobile

Showroom
Relais du Sahel Autoroute sud
domaine Alloua Cheraga, Alger

Tél: 017 02 40 96
017 02 40 97
Fax: 021 39 29 28

NOUVELLE SEAT IBIZA.
BEAUTÉ ET TECHNOLOGIE

SEAT

Autoemotion